

IRF – DESCRIPTIF DE PROJET

FORMULAIRE 2.1



United Nations
Peacebuilding

Peacebuilding Fund

**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds) – NUNO**

Intitulé du projet : Youth LAB (Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi) : Donner les moyens aux jeunes de participer aux partis politiques	Entité(s) bénéficiaire(s) : Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)
Personne à contacter concernant le projet : Adresse : Téléphone : E-mail :	Partenaire(s) d'exécution – Burundi Leadership Training Program (BLTP) Site du projet : Burundi
Descriptif du projet : <i>Décrire en une phrase le principal objectif du projet.</i>	Coût total du projet : 1 757 510 Fonds pour la consolidation de la paix : 1 757 510 Première tranche : 615 128 Deuxième tranche : 615 128 Troisième tranche : 527 253 Autre : - Date de démarrage du projet proposée : 01 mars 2018 Date d'achèvement du projet proposée : 31 août 2019 Durée totale (en mois)¹ : 18
« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : ² 2 <i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i>	
Résultats du projet : 1. Des jeunes femmes et hommes issus de tous les partis politiques de toutes les provinces utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle 2. Un réseau de jeunes femmes et hommes affiliés à des partis politiques formule une stratégie partagée et défend la participation pacifique de la jeunesse et les questions de politiques spécifiques aux jeunes du Burundi 3. Les partis politiques majeurs sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020	
Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet (choisir un seul) : 2. <i>Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends</i> ((Démodcratie)	

¹ La durée maximale d'un projet IRF est de 18 mois.

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. *Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :*

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité ; (1.2) État de droit ; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration ; (1.4) Dialogue politique ;

2. *Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :*

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.1) Démocratie ; (2.3) Gestion/ résolution des conflits ;

3. *Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :*

(3.1) Génération d'emplois ; (3.2) Services de base.

4) *(Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).*

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels ; (4.2) Extension de l'autorité de l'État/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

(Pour les projets financés par l'IRF)

<p>Entité(s) bénéficiaire(s) H.C. de Jong, Directeur par intérim <i>Signature</i></p>	<p>Représentant des autorités nationales Le Ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique Pascal Barpdagiye <i>Signature</i> <i>Assitant de ministre</i></p>
<p>Nom de l'Agence Netherlands Institute for Multiparty Democracy Date et cachet <i>26</i></p>	<p>Titre : Le Ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique Date et cachet <i>le 13/11/2017</i></p>
<p>Netherlands Institute for Multiparty Democracy Passage 31 2511 AB The Hague The Netherlands Tel +31 (0)70 311 54 64 www.nimcd.org</p>	
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) Nom du Représentant</p>	<p>Coordonnateur Résident (CR) Nom du Représentant</p>
<p><i>Signature</i></p>	<p><i>Signature</i></p>
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), NY Date et cachet <i>2/12/2017</i></p>	<p>Bureau du CR Date et cachet <i>le 26/9/2017</i></p> 

Table des matières :

Longueur maximale : 15 pages

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectifs du soutien du Fonds et mise en œuvre

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)

Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF

Annexe C : Accord de financement

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde (184^{ème} rang sur 188 à l'Indice de développement humain 2015 de l'ONU). Il n'est pas parvenu à éviter le caractère cyclique du conflit dans la région et a vécu des périodes de guerre civile, avec des meurtres à grande échelle et des régimes politiques instables ces dernières décennies. Les causes remontent à l'héritage colonial du pays et de la région, ainsi qu'à la pauvreté et à l'ethnicité, entre autres facteurs.

Les élections de 2015, qui ont vu la réélection du Président Nkurunziza, ont été contestées et boycottées par plusieurs partis de l'opposition. Les violentes manifestations à la suite de ces élections ont fait craindre un risque énorme d'escalade de la violence. Les tensions se sont renforcées avec les disparitions de figures majeures de l'opposition et de la société civile, ainsi que du parti au pouvoir et des services de sécurité. Les troubles ont poussé des centaines de milliers de Burundais à quitter le pays vers les États voisins, en particulier le Rwanda et la Tanzanie.

Ces problèmes n'ont pas encore été résolus à ce jour. Malgré le ferme engagement de la communauté internationale, notamment l'ONU, l'EAC et l'UA dans le contexte préélectoral et dans l'impasse politique qui a suivi, un processus de dialogue politique n'a pas encore généré de résultats définitifs acceptés par les deux camps. Le paysage politique demeure caractérisé par la polarisation, la violence et l'exclusion des opposants de la vie politique et des prises de décisions. Au fur et à mesure que les élections de 2020 approchent, il est nécessaire d'investir dans les structures sous-jacentes pour une paix durable, des élections pacifiques et une solution politique inclusive.

Au cœur de cette situation qui menace de faire dérailler le processus de consolidation de la paix au Burundi depuis les Accords d'Arusha en 2000 se trouve le fait que les partis politiques, en tant qu'institutions burundaises, sont confrontés à de nombreux défis. Ces défis se transforment ensuite en obstacles empêchant les partis de s'impliquer dans un dialogue interpartis constructif, de répondre aux besoins de leurs électeurs et de fournir des réponses politiques aux nombreux problèmes politiques et socio-économiques du Burundi. Les partis politiques sont le vecteur essentiel de la représentation et demeurent des maillons importants pour la coexistence pacifique des différents groupes dans la société. Dans le contexte particulier des prochaines élections de 2020, il est essentiel que les partis politiques surmontent ces défis afin de maintenir la paix au Burundi.

Sur la base de l'analyse factuelle du paysage politique par le NIMD, quatre défis majeurs auxquels sont confrontés les partis politiques doivent être abordés. Le cadre juridique restrictif pour les partis politiques et son application posent de sérieux obstacles à ces derniers pour opérer efficacement dans le pays. En outre, de nombreux partis font face à d'importants défis en matière de capacités et ne possèdent pas de stratégies, programmes et structures bien développés. Les partis ont une vision irréaliste de leurs électeurs (potentiels). Ils ont des lacunes en ce qui concerne le niveau de décentralisation et manquent de mécanismes de communication internes fonctionnels. Il y a une absence de culture politique en matière de dialogue et de comportement démocratique au sein des

partis et entre ceux-ci, avec une participation politique limitée des femmes. On constate de même une participation politique limitée et une instrumentalisation politique des jeunes. Enfin, compte tenu de l'héritage du Burundi en matière de conflits armés, l'utilisation de la violence en politique constitue un autre défi majeur. Les partis politiques et acteurs clés ont des antécédents d'appartenance à des mouvements armés pendant le conflit qui a sévi dans le pays.

Ces défis sont déjà pris en compte dans le programme du NIMD au Burundi. Ce projet spécifique se concentre sur l'instauration d'un changement dans la culture politique non-inclusive envers les jeunes femmes et hommes. Un changement positif dans ce domaine peut servir de catalyseur pour des évolutions positives sur les autres défis, en valorisant la contribution des jeunes en matière de consolidation de la paix.

La place des jeunes dans la politique du Burundi :

Certaines caractéristiques frappantes de la culture politique du Burundi comprennent le patriarcat, le néopatrimonialisme, l'exclusion et le militarisme. L'espace politique, tout comme la famille, n'est pas toujours le meilleur cadre pour les débats et les idées contradictoires. Il est dominé par des hommes plus âgés, ce qui laisse peu de place aux femmes et aux jeunes pour apporter des contributions et des influences significatives dans ce domaine.

La nature patriarcale de la politique au Burundi crée un paradoxe pour les jeunes femmes et hommes. Les jeunes représentent la majorité de la population du Burundi, et pourtant leur place dans le paysage politique reste limitée. Les partis politiques utilisent systématiquement les groupes de jeunes pour dynamiser leur base et gonfler leurs chiffres. Toutefois, lorsque l'on se penche sur les dirigeants et la structure des partis politiques, on constate que les jeunes n'ont pas vraiment la possibilité de contribuer aux décisions importantes concernant le parti, même si les partis disposent souvent de comités de jeunes. De plus, la culture politique patriarcale pose un double obstacle pour les jeunes femmes, qui sont souvent sous-représentées dans une mesure plus vaste encore. Les partis politiques burundais ont souvent du mal à formuler des plateformes politiques claires pour les jeunes et n'ont pas défini de stratégies spécifiques pour aborder le chômage des jeunes, les difficultés de la population active et la faiblesse du système d'éducation, ce qui constitue des obstacles à une contribution positive des jeunes dans la participation politique et la consolidation de la paix.

Lien du projet avec les stratégies existantes de consolidation de la paix

Conformément à la stratégie de la communauté internationale, le NIMD continue de soutenir des processus pacifiques et inclusifs en vue d'établir une culture de la paix au Burundi. Le NIMD et le BLTP disposent d'une relation de longue date avec les différents partis politiques du Burundi et œuvrent conjointement avec le Ministère burundais de l'Intérieur, ainsi qu'avec l'Ombudsman national burundais sur plusieurs initiatives visant à rassembler les partis politiques au sein d'un engagement constructif. Le NIMD a en outre préparé et habilité les partis à participer aux processus de dialogue nationaux et arbitrés à l'international, en particulier le processus mené par l'EAC et organisé par l'ancien président tanzanien Mkapa. Ces éléments seront également pris en compte dans le projet proposé, entres autres par l'implication des jeunes dans le processus de formulation d'idées pour un dialogue interpartis, et pour garantir l'établissement de liens entre les activités avec les jeunes et les différents processus de dialogue nationaux et régionaux (EAC).

Ce projet est en lien direct avec le Plan prioritaire de consolidation de la paix (PPCP) du Burundi, dans lequel la participation des jeunes à la vie politique et sociale et aux processus de réconciliation constitue le second des quatre objectifs principaux. Dans le même temps, le PPCP du Burundi cite une faible participation citoyenne et une mauvaise cohésion sociale, ainsi que le chômage et le risque de manipulation politique des jeunes comme deux facteurs majeurs susceptibles de débloquent le conflit au Burundi.

b) Justification du financement par l'IRF :

Vision de paix et changement visé

Le projet proposé contribue au maintien de la paix à court terme, mais aussi à moyen et long terme au Burundi, en donnant aux jeunes femmes et hommes les moyens de participer aux partis politiques en tant qu'agents d'un processus de changement au sein même des partis et du paysage politique plus vaste, conformément à la résolution 2250 et à la documentation de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Une direction politique qui s'engage dans un dialogue dépassant les frontières des partis pour élaborer de manière conjointe, non violente, inclusive, transparente et en accord avec les principes démocratiques, les réponses politiques nécessaires pour résoudre les problèmes socio-économiques auxquels est confrontée la population du Burundi représente une condition préalable essentielle à son développement pacifique et durable. La participation des jeunes et l'intégration de leurs opinions et de leurs besoins dans le fonctionnement des partis politiques peuvent permettre de débloquent la contribution positive des jeunes pour maintenir la paix au Burundi, créant un effet catalyseur pour la consolidation de la paix.

Une nouvelle génération de jeunes politiciens, très au fait des principes démocratiques et qui ne s'arrête pas aux frontières des partis pour résoudre les problèmes de politiques complexes, possède un potentiel inestimable pour la consolidation de la paix dans l'avenir. Une marge de manœuvre accrue permettant aux jeunes de tenir les dirigeants politiques responsables dans leurs propositions de politiques visant à améliorer la situation socio-économique et sécuritaire des jeunes femmes et hommes offre en outre davantage de potentiel en matière de consolidation de la paix et réduit le risque de mobilisation des jeunes en faveur d'une politique violente. Au Burundi, cela comprend des politiques sur le chômage/sous-emploi, l'instrumentalisation politique, l'éducation, la santé sexuelle et reproductive, la violence basée sur le genre envers les jeunes femmes et d'autres questions de sécurité.

En établissant un réseau explicitement interpartis et national, ce groupe de jeunes est formé dès le départ à observer les clivages politiques et régionaux. La manière de mener une participation politique pacifique et la consolidation de la paix en politique est à l'ordre du jour de toutes les activités du programme. Les jeunes femmes et hommes ont le potentiel de participer aux partis politiques de manière à apporter de nouvelles idées tournées vers l'avenir et abordant les problèmes spécifiques auxquels une vaste population de jeunes est confrontée. En leur donnant un accès et une voix en politique, on contribue à briser le cercle de la violence et du traumatisme politiques, qui a souvent constitué un facteur de mobilisation chez les jeunes femmes et hommes dans l'histoire du Burundi.

Le projet en tant que tel aidera à libérer le potentiel des jeunes femmes et hommes à contribuer à une paix durable au Burundi, en créant au sein même des partis politiques les capacités, le réseau et l'espace qui serviront de plateforme pour les contributions positives en faveur de la consolidation de la paix. Les développements du processus de dialogue organisé par l'EAC seront suivis et inclus dans les activités dans la mesure du possible. Les préoccupations des jeunes vis-à-vis de ce processus seront rassemblées par le Youth LAB pour inclure leur perspective. Dans le contexte particulier des prochaines élections de 2020, il est essentiel que les partis et les jeunes se préparent à une contribution constructive et pacifique des jeunes dans la vie politique burundaise.

Ce projet est innovant pour les raisons suivantes :

1. Il reconnaît que les jeunes sont à la fois les victimes des conflits tout en représentant des agents positifs de changement potentiel pour la consolidation de la paix, plutôt que l'un ou l'autre, tout en ciblant directement et indirectement le risque d'instrumentalisation des jeunes et ses problèmes sous-jacents.
2. Le Youth LAB vient ajouter aux connaissances et compétences ses capacités de pénétration dans les réseaux au-delà des frontières des partis et aux côtés de jeunes issus de la société civile, afin de définir des stratégies pour améliorer l'impact des jeunes. Un tel réseau est essentiel pour libérer leur potentiel d'agents positifs de changement pour la consolidation de la paix.
3. L'impact des jeunes femmes et hommes formés et compétents ne peut être valorisé que si, en parallèle, le système politique s'ouvre à eux pour leur permettre d'y participer pleinement. Le NIMD et le BLT impliqueront particulièrement les dirigeants des partis sur cette question et organiseront des réunions intra et inter partis pour réfléchir aux stratégies et aux avantages potentiels de l'inclusion des jeunes dans les structures des partis, dans le développement organisationnel, dans les processus de prise de décision et dans la vision du parti. C'est cette combinaison entre formation et engagement des partis qui fait preuve d'innovation.

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

Théorie de changement :

Le changement qui sera apporté par ce projet repose sur la participation accrue des jeunes femmes et hommes dans les partis politiques du Burundi :

- Si les jeunes femmes et hommes dans les structures des partis politiques provinciaux et nationaux sont mieux équipés et placés pour participer aux processus politiques et les influencer au sein de leurs partis ;
- Si leurs partis sont plus ouverts à leur participation ;
- Ensuite, les partis politiques au Burundi seront mieux préparés à inclure les perspectives et la participation des jeunes vers des élections pacifiques et inclusives en 2020.
- Parce que les jeunes femmes et hommes ont tout intérêt à être tournés vers l'avenir, sont capables de penser de manière créative hors des paradigmes

politiques affectés par les conflits et ont plus de chances de travailler ensemble par-delà les frontières des partis en raison de la place qu'ils partagent en tant que majorité politiquement et socio-économiquement marginalisée au Burundi ;

- Parce que les partis politiques ont tout intérêt à impliquer les jeunes à la fois pour le développement organisationnel et pour le succès électoral.

Le projet contribue à ce changement grâce à une approche à trois niveaux qui cible : 1) la capacité des jeunes femmes et hommes affiliés aux partis politiques à participer plus pleinement au fonctionnement des partis politiques 2) l'établissement d'un réseau pour exprimer les préoccupations des jeunes et promouvoir leur participation et 3) la réceptivité des partis politiques, en tant que plateformes d'impact, à inclure les jeunes femmes et hommes dans leurs processus politiques :

RÉSULTAT 1 : Des jeunes femmes et hommes issus de tous les partis politiques de toutes les provinces utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle

Ce résultat est obtenu grâce à un cycle de formation national qui a lieu dans les 9 premiers mois du projet, qui couvre le développement du programme et la création d'un réseau de formateurs, ainsi que les sélections des participants, l'obtention de l'adhésion des parties prenantes et la formation intensive au sein de classes multipartites de 24.

Descriptions des produits :

- 1.1 Un programme est élaboré, adapté au contexte et validé. *Les thèmes incluront la démocratie, le leadership, la politique et la citoyenneté. Il sera basé sur l'expérience du NIMD dans l'enseignement de la démocratie et les modules de formation sur la participation des jeunes et inclura un module spécifique sur la participation des femmes en politique.*
- 1.2 Un groupe de formateurs compétents est capable de dispenser la formation. *Un groupe de 18 formateurs (50 % de femmes) est identifié à partir du groupe de formateurs existants du NIMD-BLTP et des réseaux des partis et formé pour dispenser une formation intensive.*
- 1.3 Un groupe de 864 jeunes femmes et hommes des partis politiques de toutes les provinces possède les compétences et connaissances nécessaires pour participer efficacement. *Un groupe de 864 jeunes femmes et hommes (50 % de femmes) affiliés aux 12 partis politiques majeurs du Burundi est sélectionné (sur la base d'un futur rôle potentiel au sein du parti) dans toutes les provinces, en consultation avec les dirigeants des partis nationaux et provinciaux, et formé au sein de groupes multipartites aux compétences et aux connaissances nécessaires pour participer à la vie des partis politiques.*
- 1.4 La sélection de participants au Youth Lab est effectuée à partir du groupe de jeunes femmes et hommes formés. *Un groupe actif de 80 jeunes femmes et hommes est sélectionné selon des critères de mérite, de motivation, de parti et d'équilibre entre les sexes à partir du groupe de 864 jeunes formés, pour constituer un réseau multipartite : le Youth LAB (Leaders politiques pour l'Avenir du Burundi), qui offre une voix pour les préoccupations partagées et des stratégies communes pour promouvoir les*

questions de politiques liées aux jeunes et leur place au sein des partis politiques.

Activités clés :

- Développement de modules de formation, conceptualisation et traduction de trousseaux à outils et connaissances existantes du NIMD ;
- Consultations des dirigeants de partis nationaux pour obtenir leur adhésion au projet ;
- Réunions multipartites nationales pour assurer la participation des partis politiques et lancer le projet ;
- Sélection des participants à l'échelle des provinces, en consultation avec les partis politiques des structures provinciales ;
- Sélection des formateurs et séances de formation des formateurs, à la fois aux compétences d'organisation et au contenu des modules, en s'appuyant sur les réseaux de formateurs existants du NIMD et du BLTP ;
- Mesures de référence des compétences, des attitudes et des comportements de tous les participants à la formation ;
- Cycles de formation des participants sélectionnés dans l'ensemble des 18 provinces, au sein de classes multipartites de 24. Formation de 48 participants par province, sélectionnés parmi chacun des 12 partis majeurs, selon un équilibre reflétant la présence des partis dans chaque province. 864 au total ; Formations composées de 5 phases de modules d'une durée de 4 jours chacun, étalés sur plus de 6 mois avec des périodes de travail à la maison entre les modules ; Les thèmes comprennent 1. Leadership et Politique, 2. Égalité des sexes et Participation politique, 3. Plaidoyer de la jeunesse, Lobbying, Débats et Communication non violente, 4. Bonne gouvernance et Développement durable 5. Démocratie et Citoyenneté ;
- Une séance de formation séparée pour les jeunes hommes et jeunes femmes, afin de créer un environnement sûr pour identifier les principaux défis auxquels sont confrontées les jeunes femmes ;
- Sélection multipartite de 80 représentants du Youth LAB (dont 50 % de jeunes femmes) parmi les participants, avec un événement de lancement du Youth LAB auquel assistent des dirigeants des partis politiques.

RÉSULTAT 2 : Un réseau de jeunes femmes et hommes affiliés à des partis politiques formule une stratégie partagée et défend la participation pacifique de la jeunesse et les questions de politiques spécifiques aux jeunes du Burundi

Ce résultat est obtenu grâce au soutien apporté au Youth LAB, avec des activités telles que des convocations régulières, un rayonnement auprès des organisations de la société civile pour les jeunes, de visites d'échange avec des jeunes dirigeants d'autres pays et une conférence régionale pour les dirigeants des jeunes axée sur la participation des jeunes au Burundi. Grâce à un processus consultatif multipartite, un plan d'action pour une participation améliorée et un programme national sur les jeunes sont formulés et rendus publics. L'approche établit un réseau fonctionnel de jeunes, préparés et organisés pour aborder les questions liées à la participation des jeunes au Burundi et pour engager leurs partis politiques dans le dialogue intergénérationnel. Le réseau est un facteur

important pour la pérennité des résultats du projet.

Descriptions des produits :

- 2.1 Un plan d'action pour la participation multipartite des jeunes est élaboré et validé.
Il contient des stratégies visant à renforcer la place des jeunes et à augmenter leur impact pacifique sur la politique burundaise, y compris la façon de promouvoir l'impact des jeunes femmes, et il est élaboré par des réunions multipartites bimensuelles du Youth LAB et validé par un groupe plus large de jeunes participants affiliés aux partis politiques dans les provinces.
- 2.2 Un programme national de la jeunesse sur les questions de politiques prioritaires pour les jeunes est élaboré et mis à la disposition du public.
Défini lors d'un processus consultatif participatif par le Youth LAB, inspiré par les meilleures pratiques internationales (sous-régionales) et en consultation avec les organisations de la société civile pour les jeunes burundais.
- 2.3 Une campagne médiatique (radio) multipartite sur la participation positive des jeunes est élaborée et diffusée.
Élaborée en coopération entre le Youth LAB et les organisations de la société civile pour les jeunes, elle vise à transformer les stéréotypes négatifs sur les jeunes hommes et femmes, qui sont perçus comme un risque de conflit, en une image positive des jeunes comme partenaires constructifs pour un développement pacifique.

Activités clés :

- Réunions multipartites régulières (bimensuelles) du Youth LAB pour discuter des stratégies et questions partagées.
- Le Youth LAB se réunit avec les dirigeants des partis provinciaux pour présenter le processus et les résultats du cycle de formation, ainsi que les activités du Youth LAB dans l'année à venir.
- Une tournée en bus fait passer le Youth LAB par plusieurs provinces sélectionnées (4) pour rencontrer les jeunes formés et les dirigeants des partis provinciaux. Ces événements festifs combinent la présentation et la discussion sur le plan d'action multipartite pour la participation des jeunes avec des activités sportives et musicales.
- Une sélection de représentants du Youth LAB se réunit dans la région avec les jeunes politiciens d'Ouganda, de Tanzanie et du Kenya, pour partager leurs expériences et les leçons tirées.
- Deux fois par an, le Youth LAB rencontre les représentants des organisations de la société civile pour les jeunes afin d'aborder les stratégies et les questions partagées.
- Campagne radiophonique abordant les stéréotypes négatifs sur les jeunes dans le développement politique, élaborée en coopération entre le Youth LAB et les organisations de la société civile pour les jeunes.

- Vers la fin du projet, une conférence régionale des jeunes dirigeants est organisée sur le thème de la participation des jeunes au Burundi, en présentant l'expérience du Youth LAB et en partageant les expériences et les leçons tirées.

RÉSULTAT 3 : Les partis politiques majeurs sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020

Ce résultat est obtenu grâce à l'engagement des partis à examiner la place des jeunes dans leurs organisations et à les aider à entamer le dialogue avec leurs jeunes membres, pour devenir plus ouverts à la participation des jeunes en tant qu'interlocuteurs et membres actifs, tout en renforçant leur sensibilité aux questions liées aux jeunes. Il s'appuie sur la relation du NIMD avec les partis politiques et sa pérennité est assurée par cet engagement à long terme, ainsi que par l'implication des partis politiques dans le renforcement des capacités et les projets de dialogue interpartis avec le NIMD et le BLTP.

Descriptions des produits :

- 3.1 Séances de dialogue intergénérationnel au sein de chaque parti.
Les dirigeants des partis ont rencontré les dirigeants de la branche jeune et les représentants du Youth LAB au sein de leur parti pour discuter des questions de politiques affectant les jeunes et des dynamiques internes au parti qui concernent la participation des jeunes, y compris pour les jeunes femmes spécifiquement.
- 3.2 Une analyse interne du parti et des plans d'action sont élaborés.
Les réunions internes au parti, organisées et soutenues par le NIMD-BLTP, ont généré 12 analyses de parti qui examinent la place des jeunes au sein de leurs partis politiques et 12 plans d'action de parti qui formulent des stratégies visant à engager plus activement et positivement les jeunes femmes et hommes dans la vie de leurs partis.
- 3.3 Élaboration de listes prioritaires internes du parti sur les questions de politiques.
Les réunions internes du parti ont généré une liste prioritaire de questions de politiques touchant les jeunes femmes et hommes, afin d'être mieux préparés à l'inclusion des questions liées aux jeunes dans les programmes et campagnes des partis en vue des élections de 2020.
- 3.4 Une feuille de route pour améliorer la participation pacifique de la jeunesse en vue des élections de 2020 est élaborée et validée.
Réunion de dialogue intergénérationnel entre les dirigeants des partis politiques et le Youth LAB pour élaborer une déclaration commune aux partis soutenant la participation accrue des jeunes aux préparatifs des élections de 2020.

Activités clés :

- Séance de dialogue intergénérationnel au sein des 12 partis politiques. Les représentants du Youth LAB au sein du parti, les dirigeants de la branche jeunesse et les dirigeants des partis se réunissent et discutent de l'importance et des avantages de l'implication plus approfondie des jeunes femmes et hommes au sein des partis politiques.

- Réflexions internes des partis sur la place de la jeunesse et les avantages apportés par l'amélioration de la participation des jeunes. Identification de la place de la jeunesse au sein du parti par des groupes de travail internes du parti, soutenus par le NIMD et le BLTP tout au long du processus.
- Aide à la formulation d'une stratégie intra-parti pour améliorer la participation des jeunes femmes et hommes au sein des partis, avec pour point culminant l'élaboration des plans d'action des partis.
- Réunions internes au parti pour identifier les questions de politiques affectant les jeunes femmes et hommes.
- Réunion de dialogue intergénérationnel entre les dirigeants des partis politiques et le Youth LAB pour élaborer une déclaration commune aux partis soutenant la participation accrue des jeunes aux préparatifs des élections de 2020.

Dans ce projet, le groupe cible des jeunes politiquement affiliés sera diversifié en matière de sexe pour deux raisons principales. La première est que les jeunes femmes ne pas sont touchées de la même manière que les jeunes hommes par la situation politique et socio-économique actuelle du Burundi. En d'autres termes, les questions de politique liées aux jeunes au Burundi ont des implications différentes pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les femmes, par exemple, disposent d'une place plus faible sur le marché du travail en dehors de l'activité domestique, doivent faire face à différents types de violence, y compris la violence domestique et basée sur le genre dans les conflits, tandis que les hommes sont plus susceptibles d'être la cible de ou recruté à des fins de violence politique.

La deuxième raison est qu'il existe des obstacles spécifiques à la participation des femmes en général, qui s'appliquent également aux jeunes femmes en particulier. De manière générale, les jeunes sont un groupe majoritaire marginalisé au Burundi en matière de participation politique, et les jeunes femmes le sont doublement. Même si le Burundi possède un système de quota pour la participation des femmes au parlement et dans les structures des partis politiques, la priorisation nationale pour la promotion des femmes en politique reste souvent à la traîne.

Bénéficiaires clés :

1. Jeunes participants femmes et hommes affiliés aux partis politiques
2. Représentants du Youth LAB
3. Partis politiques
4. Population burundaise (jeune).

b) Budget :

Les coûts sont calculés par activité, sur la base de l'expérience issue de projets antérieurs. Les activités sont décomposées en coûts unitaires et peuvent être mises à disposition. La rentabilité est garantie par l'utilisation, autant que possible, de l'expertise locale. Lors de l'élaboration des programmes de formation, le NIMD s'appuie sur les formations déjà établies en matière d'enseignement de la démocratie et de leadership. Celles-ci seront adaptées à ce projet et au contexte burundais. Le temps de travail du personnel est équilibré entre le NIMD et le BLTP pour assurer un rapport qualité-prix maximal tout en

garantissant la qualité, ainsi que l'appropriation locale, par la répartition des rôles et des responsabilités au sein du partenariat.

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Numéro du produit	Nom des produits	Budget des produits par Entité bénéficiaire	Montant alloué à l'égalité des sexes et à l'autonomisation	Catégorie de dépense (voir tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la
Résultat 1	Un groupe de 854 jeunes femmes et hommes des partis politiques de toutes les provinces possède les compétences et connaissances nécessaires pour participer efficacement.	970.433	485.217	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 1.1	Un programme est élaboré et validé.	42.403	21.202	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 1.2	Un groupe de formateurs compétents est capable de dispenser la formation.	18.557	9.279	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 1.3	Un groupe de jeunes femmes et hommes affiliés à des partis politiques formés sur les compétences et connaissances nécessaires pour participer aux partis politiques.	909.472	454.736	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 1.4	Une sélection de participants au Youth LAB est effectuée à partir du groupe de jeunes femmes et hommes formés.	0	0		Ne pas de budget engagé pour cet output
Résultat 2	Une stratégie et des préoccupations partagées liées à la participation des jeunes et aux questions de politiques au Burundi sont formulées et rendues publiques par le biais du	337.119	168.560	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 2.1	Un plan d'action multipartite pour la participation des jeunes est élaboré et validé.	274.322	137.161	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 2.2	Un programme national de la jeunesse sur les questions de politiques prioritaires des jeunes est élaboré et mis à la disposition du public.	27.706	13.853	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 2.3	Une campagne médiatique (radio) multipartite sur la participation positive de la jeunesse est organisée et diffusée.	35.092	17.546	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Résultat 3	Les partis politiques majeurs sont plus ouverts à l'inclusion des jeunes femmes et hommes.	334.980	66.996	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 3.1	Séances de dialogue intergénérationnel au sein de chaque parti.	93.776	18.755	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 3.2	Une analyse interne du parti et des plans d'action sont élaborés.	81.708	16.342	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 3.3	Des listes prioritaires internes du parti sont élaborées sur les questions de politiques.	108.194	21.639	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Produit 3.4	Une feuille de route pour améliorer la participation pacifique des jeunes en vue des élections de 2020 est élaborée et validée.	51.302	10.260	Catégorie 1,4,5,6 et 7	
Total		1.642.533	720.772		
Coûts indirect 7%		114.977	50.454		
Total		1.757.510	771.226		

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS				
CATEGORIES	Montant de l'entité bénéficiaire NIMD			Total
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	
	35%	35%	30%	
1. Personnel et autres employés	66.854	66.854	57.304	191.012
Salaire NIMD Programme Coordinator (66,67%)	46.596	46.596	39.939	133.131
Salaire Senior Programme Manager NIMD / Political advisor	2.432	2.432	2.084	6.948
Salaire Project Manager NIMD / Burundi Programme	14.591	14.591	12.506	41.688
Salaire Financial Manager NIMD	3.236	3.236	2.774	9.245
2. Fournitures, produits de base, matériels				
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)				
4. Services contractuels	7.875	7.875	6.750	22.500
Fee experts reference group	3.150	3.150	2.700	9.000
Support expert PSE	4.725	4.725	4.050	13.500
5. Frais de déplacement	20.776	20.776	17.808	59.360
Voyages d'appui au partenaires (PM)	16.125	16.125	13.821	46.070
Voyages expert reference group	4.652	4.652	3.987	13.290
6. Transferts et subventions aux homologues	471.856	471.856	404.448	1.348.160
Salaires partenaires	48.433	48.433	41.514	138.380
Fournitures partenaires	0	0	0	0
Contractuel partenaires	291.454	291.454	249.818	832.726
Voyages partenaires	101.560	101.560	87.052	290.172
Autre coûts direct partenaires	30.409	30.409	26.065	86.882
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	7.525	7.525	6.450	21.500
Audit Final	2.275	2.275	1.950	6.500
Evaluation	5.250	5.250	4.500	15.000
Sous-Total	574.886	574.886	492.760	1.642.533
8. Coûts indirect 7%	40.242	40.242	34.493	114.977
TOTAL	615.128	615.128	527.253	1.757.510

Capacité des entités bénéficiaires et partenaires d'exécution :

Le partenaire d'exécution du NIMD est le Burundi Leadership Training Program (BLTP), avec lequel il possède un partenariat de longue date et une coopération étroite avec un programme conjoint.

Le Burundi Leadership Training Program est une organisation caritative (association sans but lucratif) enregistrée au Burundi. Son objectif global est de renforcer les capacités de leadership au Burundi. Depuis 2008, en coopération avec le BLTP, le NIMD a organisé des projets sur le dialogue inclusif destiné aux partis politiques et sur leur développement organisationnel, et a impliqué les dirigeants politiques dans le processus de prise de décision participatif et consensuel. Le NIMD et le BLTP assurent conjointement la promotion d'un leadership de qualité et rassemblent les dirigeants burundais pour créer et gérer des projets susceptibles de contribuer à la reconstruction pacifique du pays. Le siège du NIMD à la Haye ajoute de la valeur à ce projet grâce à son expérience de plus de 15 ans dans plus de 20 pays, souvent dans des contextes de consolidation de la paix et d'après-conflit. Une équipe dédiée de S&E, un service de Connaissances et relations stratégiques doté d'une connaissance spécifique du programme sur le soutien à la démocratie multipartite dans des environnements fragiles et touchés par des conflits, ainsi qu'un réseau international de législateurs, analystes et spécialistes du soutien à la démocratie multipartite et aux partis politiques dans les démocraties en développement seront mis à contribution pour ce projet.

Le projet proposé sera géré comme une partie intégrante du programme Burundi du NIMD, qui a été élaboré et qui est mis en œuvre dans le cadre du partenariat NIMD-BLTP. Ce partenariat associe l'expertise du NIMD sur l'organisation du dialogue interpartis, le renforcement des capacités des partis politiques, l'enseignement de la démocratie et le réseau international, à l'expertise du BLTP sur l'organisation du dialogue à parties prenantes multiples, le renforcement des partis politiques, la formation au leadership et le vaste réseau burundais. Tout particulièrement, l'expérience du BLTP en tant qu'institut de formation et de renforcement des capacités est extrêmement pertinente pour l'établissement du projet.

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités dans le pays

	ENTITÉ 1 : NOM ?	Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente	Budget institutionnel	Gouvernement néerlandais, Département d'État américain,	12 206 600	n.a.
	Budget du programme Burundi	UNPBF, gouvernement suisse	1 766 810	
Année financière en cours	Budget institutionnel	Gouvernement néerlandais, Département d'État américain,	13 322 100	n.a.
	Budget du programme Burundi	UNPBF, gouvernement suisse	1 196 780	

L'examen par le PBSO inclura les éléments suivants déjà reçus :

- Rapport annuel de l'organisation bénéficiaire ;
 - Document attestant de la perception de fonds d'un contributeur du PBF ;
 - États financiers audités des trois années précédentes ;
 - Une lettre des auditeurs externes de l'organisation bénéficiaire indiquant que cette dernière dispose des systèmes financiers, moyens de contrôle interne et capacités de gestion des fonds requis par le projet. Au moment de la présentation, les auditeurs doivent également être membres d'une association nationale ou régionale d'audit ;
 - Enregistrement du statut juridique d'association à but non lucratif et exonérée d'impôts (à l'échelle internationale et, le cas échéant, dans le pays de la proposition de projet).
- Date de l'expiration de l'enregistrement dans le pays de la proposition de projet⁴ :
pas de date d'expiration

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet :

Pour ce projet, le NIMD et le BLTP intégreront la gestion de projet commune au sein de la structure actuelle des bureaux du BLTP, pour garantir une mise en œuvre quotidienne efficace du projet.

Le NIMD assumera la responsabilité administrative et de gestion globale envers l'UNPBF. Le NIMD sera également en charge du développement de tous les aspects de la formation, à savoir les programmes, les approches, l'assistance technique et le contrôle qualité.

Le gestionnaire de projet, le gestionnaire de programme senior, l'agent de programme financier seront tous basés au Burundi pour la totalité du temps et le salaire alloué pour ce projet. En outre, et afin de faciliter une présence continue pour la gestion quotidienne au Burundi, NIMD placera un coordinateur de programme qui est basé à 100% au Burundi et intégré dans la structure de bureau de BLTP. Le gestionnaire de projet et le coordonnateur du programme collaboreront étroitement. La répartition des rôles suivante s'applique:

- Le coordinateur du programme NIMD assure la gestion quotidienne et la supervision du programme et constitue le lien entre NIMD et BLTP.
- Le gestionnaire de projet NIMD ajoute une expertise du siège de NIMD et contribue au développement des connaissances, à l'élaboration de programmes d'études, au réseautage international, au suivi et à l'évaluation.
- Le gestionnaire de projet senior NIMD offre des conseils politiques, programmatiques et stratégique.
- L'agent de projet financière NIMD fournit des conseils financiers, le contrôle, la surveillance et la reddition de comptes.

Le coordonnateur du programme NIMD sera recruté. Tous les autres membres du personnel du NIMD sont des membres du personnel existant. Seul le temps alloué à ce projet est budgété.

Le projet profite du soutien institutionnel du NIMD en tant qu'organisation internationale, notamment son expertise technique sur l'enseignement de la démocratie, le renforcement des

⁴ L'enregistrement renouvelé doit être soumis en cas de l'expiration au cours de la mise en œuvre du projet afin de transférer le montant total des fonds.

partis politiques et le développement des connaissances sur le soutien à la démocratie dans des environnements fragiles et touchés par les conflits, son expérience et son réseau à l'échelle internationale, et expertise de suivi et évaluation.

Le BLTP constituera le partenaire d'exécution et aidera à adapter l'approche au contexte burundais. Une équipe de projet conjointe NIMD/BLTP au Burundi s'articule autour d'un chef de projet BLTP responsable de la coordination et de l'exécution de ce projet, soutenu par un coordinateur de formation responsable de la logistique et de la mise en œuvre du cycle de formation et un comptable du projet pour BLTP. Ils sont entièrement couverts par le budget et seront recrutés et dédiés à 100 % à ce projet.

Le coordinateur BLTP (conseil stratégique et politique), le directeur de programmes (coordination et surveillance), le directeur financier (responsabilité), ainsi que le responsable PSE de BLTP apportent leur soutien. Il s'agit de personnel existant pour lequel seul le temps attribué à ce projet est budgété.

Une coordination active avec la communauté internationale sera essentielle pour assurer le soutien effectif des partis politiques.

La coopération antérieure avec le PNUD au Burundi apportera une valeur ajoutée car leur expertise spécifique peut être utilisée pour coordonner efficacement le projet et l'aligner pleinement sur l'ensemble des autres projets financés par le PBF et liés aux jeunes au Burundi. Cela inclut le projet PNUD/FNUAP/VNU qui améliore la cohésion sociale et la sécurité communautaire grâce à l'engagement positif des jeunes et à des opportunités socio-économiques ciblées à Bujumbura et Mugamba, ainsi que le projet administré par l'UNICEF qui travaille sur le théâtre interactif avec les enfants et les jeunes dans des provinces identifiées du Burundi, pour apporter un changement positif de leurs attitudes et comportements. Une première réunion d'harmonisation a eu lieu avec le PNUD. La complémentarité sera recherchée pour atteindre une synergie et éviter la duplication des efforts.

b) **Déboursement des fonds :**

	Pourcentage	Indice
Tranche 1	35 %	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation formelle du projet
Tranche 2	35 %	<ul style="list-style-type: none"> • Dépense d'au moins 75 % de la première tranche • Présentation dans les délais d'un rapport semi-annuel ou annuel
Tranche 3	30 %	<ul style="list-style-type: none"> • Dépense d'au moins 75 % de la deuxième tranche • Présentations dans les délais d'un rapport semi-annuel, annuel et final

c) **Gestion des risques :**

Tableau 5 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Politique: Les activités avec les dirigeants des	Moyenne	Moyenne	1. Des consultations régulières avec l'ensemble des partis

<p>partis politiques dans le cadre de ce projet touchent l'essence même des partis politiques. Les dirigeants des partis sont méfiants face à de telles activités, car ils ont tendance à les percevoir comme une ingérence dans leurs affaires internes. Cela peut entraîner un refus des partis de participer aux activités.</p>			<p>politiques pour assurer l'adhésion des dirigeants des partis politiques à ce projet ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Le BLTP, en tant que partenaire d'exécution local de confiance, garantit la confiance des partis. 3. Un réseau de points de contact BLTP/NIMD établi parmi les partis fait en sorte qu'ils soient tous pleinement informés. 4. Les avantages d'une inclusion améliorée des jeunes et les conséquences négatives d'un échec en la matière sont explicitement abordés dans les activités intra parti avec les dirigeants des partis.
<p>Politique: Détérioration de la situation de sécurité qui met en danger l'exécution sûre du projet.</p>	Moyenne	Haute	<ol style="list-style-type: none"> 1. Surveillance étroite de la situation de sécurité par le biais de la propre analyse du NIMD/BLTP. 2. Consultations continues avec un réseau établi parmi les parties prenantes (politiques) locales, le gouvernement burundais, la communauté internationale, les organisations régionales.
<p>Programmatique : La possibilité que les personnes formées cessent toute participation politique et ne soient plus prises en considération à l'avenir par leurs partis pour des postes de dirigeants ou comme candidats aux élections.</p>	Faible	Moyenne	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les partis sont inclus dans les procédures de sélection et les résultats des cycles de formation et sont impliqués par le biais du Youth LAB. 2. Un processus de sélection à deux niveaux est appliqué, tout d'abord au groupe général de jeunes formés, puis aux représentants du Youth LAB. Critères de mérite, de sexe et d'équilibre entre les partis, sur la base de l'engagement et de l'implication politiques déjà

			existants. 3. Le module de formation encourage et permet une participation active des participants dans la politique. L'implication des partis politiques. Le nombre relativement important de participants. Coaching intense des participants du Youth LAB.
Institutionnel/Financier : Mauvaise utilisation du financement et/ou manque de capacité d'organisation partenaire BLTP pour la mise en œuvre du projet et la livraison des résultats	Faible	Moyenne	Des contrôles internes du NIMD seront effectués tout au long des activités pour garantir un risque faible. Il s'agira également d'un point d'attention particulièrement important dans l'opérationnalisation et la gestion de la structure opérationnelle pour ce projet avec l'équipe NIMD/BLTP.

d) Suivi et évaluation :

Ce projet sera géré dans le cadre du cycle de programme global du NIMD et du BLTP avec des plans de travail et des budgets de programme annuels. L'équipe de projet NIMD-BLTP et le siège du NIMD surveilleront les progrès et l'environnement du projet tout au long de l'année. Des missions de surveillance régulières sont prévues à l'échelle internationale vers le Burundi et au niveau local dans le pays. Des périodes d'examen régulières permettront les ajustements nécessaires du plan de travail si les résultats ou un changement de la situation politique l'exigent. Les partis politiques seront consultés de manière régulière pour garantir leur soutien et leur participation au projet. En outre, un groupe d'experts externes de référence sur la jeunesse et la politique au Burundi se réunira deux fois au cours de la période du projet pour réfléchir aux objectifs, à la conception et à la progression du projet et pour fournir des recommandations au NIMD-BLTP.

Dès le démarrage, l'équipe de projet conjointe NIMD-BLTP élaborera une conception du projet, avec un cadre détaillé de planification, de suivi et d'évaluation. Celle-ci inclura un plan de suivi financier et des indicateurs pertinents pour la collecte systématique d'informations visant à mesurer l'impact du projet. Le soutien technique SE est fourni par le NIMD (chef de projet et équipe PSE) tandis que les exercices de collecte des données et les mesures de l'impact sont effectués par le responsable PSE du BLTP.

Une étude de référence sur la participation des jeunes au sein des partis politiques a déjà été menée et a fourni des informations à la fois pour les indicateurs et les énoncés de résultats et de produits. Les indicateurs de résultats et de produits spécifiques au genre

sont inclus lorsque des considérations spécifiques au genre sont incluses. Pour le cycle de formation, des pré- et post-tests seront effectués pour déterminer le changement dans les compétences, les attitudes et le comportement des participants. Le NIMD et le BLTP organiseront un examen du projet à mi-parcours à la fin de l'année 2018. À l'achèvement du projet, une évaluation indépendante de fin de projet est prévue et se concentrera sur les résultats attendus et les objectifs.

Répartition du budget (7,7 % du budget total) : les salaires indiqués correspondent uniquement à l'implication directe en matière de PSE et concernent le temps de personnel alloué à la production de livrables pour la mesure des résultats, d'exercices de collecte des données, d'activités de supervision et de coordination PSE, ainsi que d'un soutien technique PSE et d'une analyse des données.

Outcome 1a measurements Pre and post test surveys	6.791
Outcome 1b measurements Impact survey youth participants training	7.791
Outcome 2b measurements Impact survey wider youth beneficiaries	11.791
Outcome 3a measurements Impact study attitude political parties affiliates	11.791
Outcome 3b measurement study on youth perception of space to participate in Parties	11.791
Support expert PSE	13.500
Expert Reference Group	22.290
Overall project evaluation	15.000
PME Total	100.744
PME Total percentage	6

e) Dispositions administratives

Responsabilité, transparence et rapports des entités bénéficiaires :

Les entités bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chaque entité bénéficiaire est entièrement responsable de la mise en œuvre de l'activité conformément au document de projet signé ;

Dans le cas d'un examen financier, d'un audit ou d'une évaluation recommandé par PBSO, elle sera également responsable de fournir les documents comptables nécessaires ;

Elle assurera la gestion professionnelle de l'activité, y compris celles relevant du suivi et de l'évaluation conformément aux directives de PBSO.

Elle assure également la conformité à l'Accord de financement (Annexe C) et les clauses pertinentes applicables du MoU du Fonds.

Rapports

Chaque entité bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet ;
- Rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre au plus tard trois mois après la fin de l'année civile (31 mars) ; états financiers annuels au 31 décembre pour les fonds déboursés par le PBF, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril) ;

- États financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document de programme approuvé, à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin) durant l'année suivant l'achèvement des activités en question ;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF dans un délai de 3 mois (31 mars) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

Les questions de transfert de propriété requises par l'entité bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures définies par PBSO.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://www.mptf.undp.org>).

